



CR•DSU RHÔNE-ALPES

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2006

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1/ Rappel des objectifs du CR•DSU	4
2/ Analyse globale de l'année 2006	5
3/ Le CR•DSU en bref...en 2006.....	8
I/ MISE EN RESEAU ET QUALIFICATION COLLECTIVE	9
1/ Evolution de la politique de la ville : de la politique de la ville aux politiques locales de cohésion sociale ?	10
2/ Le développement social : éducation et santé	12
3/ Lutte contre les discriminations et égalité des chances.....	15
4 / Renouveau urbain	16
5 / Les conférences	18
II. INFORMATION, CAPITALISATION.....	20
1/ Informer et favoriser l'accès à l'information	21
2/ Capitaliser les pratiques et les connaissances.....	22
III. ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS LOCAUX, PROJETS SPECIFIQUES.....	26
1/ Les demandes adressées au service Info/doc : 1 ^{er} niveau de réponse aux acteurs de terrain	27
IV. LES UTILISATEURS DU CR•DSU.....	31
1/ Utilisateurs: UN MILLIER DE personnes en contact avec le CR•DSU.....	32
2/ Les utilisateurs du service Info / Doc : 210 demandes.....	33
3/ Les participants aux rencontres : 762 personnes.....	34
ANNEXES	39
Une alimentation du fonds documentaire importante et régulière	40
Les documents disponibles sur les thématiques travaillées en 2006	40

INTRODUCTION

Le Centre de ressources et d'échanges pour le développement social et urbain, CR•DSU Rhône-Alpes, existe depuis 1993 avec pour mission la qualification et la dynamisation des acteurs de la politique de la ville, du développement local intégré dans une démarche d'échanges et de capitalisation, de co-formation et de production collective de réponses.

Il s'intéresse aux politiques et actions mises en œuvre dans l'objectif d'un développement local intégré et solidaire, visant à lutter contre les processus de dévalorisation de certains territoires.

Le CR•DSU Rhône-Alpes a donc vocation à réunir, autour de thèmes majeurs, l'ensemble des acteurs en charge de ces questions : il se fonde sur une approche transversale et multipartenariale, sur le rapprochement et la confrontation entre praticiens et chercheurs, et repose sur la notion d'intelligence et de production collectives.

1/ RAPPEL DES OBJECTIFS DU CR•DSU

- **La mise en réseau, l'échange d'expériences et la qualification collective** des professionnels, dans des formes collectives et en appui individualisé
- **La capitalisation** des expériences et des connaissances à l'échelle rhônalpine
- **L'organisation de lieux** de débat entre professionnels et chercheurs
- **La diffusion de l'information et des ressources**

LES OUTILS ET SUPPORTS DE TRAVAIL

- **Les cycles de qualification** ont pour objectif d'engager les professionnels dans une réflexion poussée et opérationnelle ayant trait aux différents champs d'action de la politique de la ville. Ils s'organisent autour de plusieurs séances de travail, selon une démarche progressive, et s'appuient tant sur la présence de personnes ressources que sur des témoignages d'expériences.
- **Les ateliers régionaux** constituent des moments de réflexion partagés autour de grands enjeux du développement social et local ; ils mobilisent généralement entre 50 et 150 personnes. Les participants sont d'horizon divers et variés. Souvent organisés en partenariat avec d'autres structures d'appui régionales, ils sont une occasion privilégiée de croisement entre différents réseaux et catégories d'acteurs professionnels.
- **Les ateliers d'échange permanent**, qui prennent appui sur un ou des groupes de travail qui approfondissent une question sur un cycle long... Ils sont co-animés par le CR•DSU et une personne ressource extérieure.
- **Les Cahiers du DSU** sont le principal support de la capitalisation pour faire état des analyses et des pratiques sur un thème donné en Rhône-Alpes. Ils permettent de croiser les regards de chercheurs, praticiens, élus, représentants des milieux associatifs... Le rythme actuel de production est de 2 Cahiers par an.
- **Les conférences**, quant à elles, offrent la possibilité à un chercheur de présenter ses travaux à un public de professionnels, dans un objectif de prise de recul et ré-interrogations

des pratiques. Ces conférences relaient des analyses généralement développées dans les *Cahiers du DSU*.

- **Le service Info/Doc** : service de questions/réponses sur mesure, gratuit, accessible à distance (téléphone, courriers divers), et sur rendez-vous.

2/ ANALYSE GLOBALE DE L'ANNEE 2006

LES THEMES DE TRAVAIL PRIORITAIRES

- **L'évolution de la politique de la ville**, avec les contrats urbains de cohésion sociale notamment. L'année 2006 a été « charnière » pour les politiques contractuelles, avec la fin de la génération 2000-2006 des contrats de ville. L'évolution des procédures de l'État et le repositionnement du conseil régional, les collectivités ont du se préparer à cette nouvelle donne tout en s'appuyant sur leurs acquis.

Le CR•DSU a pris en compte cette actualité particulière, en :

- conduisant un travail d'analyse sur le bilan de la période 2000-2006 ;
- mettant l'accent sur l'information des acteurs locaux, l'explicitation et le débat concernant le nouveau cadre de travail ;
- proposant plusieurs espaces d'échanges et de travail aux professionnels pour qu'ils se donnent des points de repère communs ;

- **La réussite éducative** : Les sites de la Rhône-Alpes se sont fortement engagés dans le programme de réussite éducative (une cinquantaine de sites impliqués). Autour de cette démarche, un chantier permanent d'échanges a été organisé. Nous avons expérimenté là une nouvelle forme de travail, en privilégiant les rencontres en différents bassins de la région, pour faire un état des lieux des pratiques et mettre en débat les finalités et les modalités de mise en œuvre du dispositif.

- **Le renouvellement urbain** : Avec la loi d'orientation et de programmation pour la ville et le renouvellement urbain du 1^{er} août 2003 et la création de l'ANRU, la politique de la ville s'est en partie recomposée autour des projets de renouvellement urbain. Il est donc important de travailler la question du renouvellement sous ses divers aspects : techniques, économiques, sociaux... Le relogement des ménages dans le cadre des projets de renouvellement urbain, engagé en 2005, a été poursuivi cette année.

- **La lutte contre les discriminations et l'égalité des chances** : ce thème est en travail depuis plusieurs années, même si l'actualité place dorénavant la lutte contre les discriminations au premier plan des politiques publiques. L'accent a particulièrement été mis cette année sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

LA « FREQUENTATION » EN 2006

La fréquentation du centre de ressources a été comparable à celle de 2005. **Environ 1 millier de personnes ont été en contact avec le CR•DSU**, par la participation aux journées d'échanges ou par le biais d'une demande spécifique adressée à l'équipe technique.

Si le rapport présente de façon détaillée les indices de fréquentation et les caractéristiques des utilisateurs du CR•DSU, il est à noter, globalement, que :

- Le nombre de participants aux journées et espaces de débat proposés est un peu en augmentation (762 participants au lieu de 676), soit de plus qu'en 2004 ;
- De même, la fréquentation du site Internet, continue depuis sa création, se confirme cette encore. Avec presque 53 000 visiteurs, la progression est de 25% cette année par rapport à 2005. La pertinence de cet outil est confirmée dans le cadre de notre mission de diffusion d'informations.
- Par contre, le nombre de sollicitations du service Info/Doc est un peu en baisse. Cela illustre en partie la volonté, compte-tenu de la taille de la région et nombre important d'acteurs concernés, de privilégier dans nos démarches de travail les approches collectives.

Le centre de ressources **RESTE BIEN UN OUTIL AU SERVICE DES PROFESSIONNELS DES COLLECTIVITES**

LOCALES :

Le public du CR•DSU se compose pour plus d'une moitié, de professionnels des collectivités locales.

- Environ 40% du public vient des collectivités locales, avec 20% du public constitué par les équipes Mous, et 21 % par les autres agents des collectivités.
- Presque 1 / 4 du public vient du milieu associatif ;
- 10% représentant les agents de l'État ;
- Les autres catégories de professionnels restent stables par rapport aux années précédentes (organismes d'appui, opérateurs, agents de l'État, bureaux d'études).

Il n'y a pas eu de changements importants dans le type de fréquentation cette année par rapport aux années précédentes.

Sur le plan des origines géographiques, les usagers du Rhône restent les plus nombreux, très majoritairement : 40% du public. Pourtant, un rééquilibrage s'opère au profit de la Drôme, l'Ain, l'Ardèche, la Savoie, la Haute-Savoie. On peut y voir les résultats d'une volonté d'être davantage « en prise » avec ces départements.

BILAN GLOBAL

Durant toute l'année, le CR•DSU a cherché à tenir le cap de son programme de travail tout en étant en prise avec l'actualité. La fin des contrats de ville, la préparation des Contrats urbains de cohésion sociale dans des délais très courts a eu des incidences sur notre programme, et plus largement, sur les liens en continu avec le milieu professionnel. L'accent a particulièrement été mis sur la mise à disposition d'informations. Ce souci de réactivité nous a conduit à ajuster notre plan d'action : notamment pour proposer des espaces d'échanges autour de la construction des Contrats urbains de cohésion sociale. Dans un tel contexte, parfois empreint de précipitation, il faut reconnaître que la prise de recul des professionnels n'est pas chose aisée.

En même temps, l'équilibre à tenir entre la réactivité et le souci de conduire des réflexions allant au-delà des approches liées aux procédures ou aux dispositifs est en permanence présent dans nos approches. L'illustration qui peut en être faite est celle du travail conduit sur la capitalisation des évaluations des contrats de ville de la région. Il nous a semblé important de prendre le temps du bilan, par un travail fouillé d'analyse des contrats, et par

sa mise en débat, notamment à l'occasion d'une journée ayant réuni 250 personnes, au printemps.

Pourtant, dans un tel contexte où les politiques publiques, confrontées à des situations sociales et urbaines très complexes, doivent s'adapter et se transformer, maintenir un espace de débat et de qualification réciproque comme le CR•DSU apparaît pertinent.

Autre préoccupation du CR•DSU : se rapprocher davantage des territoires, dans une région de taille importante. D'où la mise en place d'une nouvelle forme de travail, avec l'Atelier permanent, expérimenté sur le thème de la réussite éducative. Développer des échanges à l'échelle infra-régionale, autour d'un cycle de réunions tenues en différents lieux de la région, tel était le pari. Cette formule a semblé porter ces fruits et correspondre effectivement à une attente.

Toutefois, des questions ou des enjeux nouveaux peuvent être exprimés. Nous en évoquerons deux seulement :

- Avec le passage de 21 contrats de ville (pour 80% conduits à l'échelle intercommunale) à 36 Contrats urbains de cohésion sociale, le public cible du CR•DSU s'élargit encore. Cela pose la question de la nécessaire adaptation du CR•DSU à des nouveaux besoins, notamment en terme de prise en compte et d'accompagnement des nouveaux territoires « entrant » dans la nouvelle géographie prioritaire.
- Le renouvellement important des professionnels est également un élément important à prendre en compte. Il s'accompagne d'un renouvellement des métiers, des pratiques professionnelles. De nouveaux acteurs (chefs de projet rénovation urbaine, coordonnateurs des ateliers santé ville ou de la réussite éducative) s'ajoutent aux professionnels « historiques ».
- Eu égard à la taille de la région, la question des limites de la capacité d'intervention de l'association est également réelle. L'équilibre à trouver entre des actions, des réflexions de portée régionale et des appuis de plus grande proximité est interrogé en permanence dans la conduite de nos actions.

3/ LE CR•DSU EN BREF...EN 2006

	SERVICES PROPOSÉS	Participants
JOURNÉES D'ÉCHANGES D'EXPÉRIENCES, CYCLES OU ATELIERS	• Atelier régional « Bilan et perspectives pour la politique de la ville en Rhône-Alpes »	250
	• Cycle de qualification « Contrats urbains de cohésion sociale » (2 séances)	140
	• Atelier permanent sur les projets de réussite éducative (8 séances)	147
	• Journée régionale d'échange « Egalité entre les femmes et les hommes : approche par le genre des politiques urbaines »	48
	• Cycle de qualification « Les enjeux du relogement » (2journées)	46
	• Conférence « La place des jeunes des quartiers dans les politiques publiques et la cité »	62
	• Conférence « Pour une culture de la participation »	37
	• Conférence « Réussite éducative »	38
<i>Total participants journées 2006</i>		762
DIFFUSION / PUBLICATIONS	• Service Info / Doc • Site internet www.crdsu.org	Utilisateurs demandes traitées 210 Nb visiteurs : en 2006 : 52583 par mois : 4382
	<i>Les cahiers du DSU</i> • n°44 « Genre et politiques urbaines : il est temps ! » • n°45 « Agglomérations et cohésion sociale : un choc culturel en chantier » <i>Documents de synthèse</i> <i>Lettre d'information/liaison</i> du CR•DSU <i>Nouveautés de la doc</i>	Tirages n°44 : 1000 ex n°45 : 1000 ex 1000 ex 6 numéros / an 12 numéros / an
<i>Pour mémoire : doivent être ajoutées les visites sur sites, la participation aux instances et groupes de travail partenariaux, l'appui à l'organisation de projets / manifestations spécifiques....</i>		

I/ MISE EN RESEAU ET QUALIFICATION COLLECTIVE

1/ EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE : DE LA POLITIQUE DE LA VILLE AUX POLITIQUES LOCALES DE COHESION SOCIALE ?

L'année 2006 a été lourde de questionnements pour les professionnels. La fin des Contrats de plan État-Région et des contrats de ville, le repositionnement de l'État sur des priorités d'intervention et des territoires plus resserrés, la redéfinition des modalités d'intervention des conseils généraux et du conseil régional concernant les politiques de solidarité territoriale... sont autant d'évolutions qui bousculent le paysage. La solidarité territoriale est réinterrogée à tous les niveaux.

Aussi, les travaux ont grandement porté cette année sur des actions visant à mieux savoir « là où nous en sommes et là où nous allons » (dixit un chef de projet) :

- Un travail sur le bilan de la politique de la ville en Rhône-Alpes, à l'occasion d'une étude précise et de l'organisation d'un temps fort au niveau régional sur ce thème ayant associé l'ensemble des acteurs concernés : professionnels, élus et les partenaires institutionnels
- L'accompagnement des professionnels dans la préparation des Contrats urbains de cohésion sociale
- Un numéro des *Cahiers du DSU* portant réflexion et témoignages sur la façon d'aborder les politiques locales de solidarité de demain.

ATELIER REGIONAL « BILAN ET PERSPECTIVES POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE EN RHONE-ALPES » 30 juin 2006, Bron - 250 participants

En Rhône-Alpes, 9 territoires concernés par la politique de la ville sur 10 ont mis en place un processus d'évaluation de leurs dispositifs et de leurs pratiques. Le CR•DSU a conduit, en partenariat avec l'État et la Région, **une démarche de capitalisation de ces évaluations de contrats de ville (fin 2005 – mi 2006)**, pour faire le point sur le fonctionnement, les réalisations et les résultats de la politique de la ville 2000-2006 en Rhône-Alpes.

Cette démarche a un sens particulier dans une région comptant pas moins de 21 contrats de ville, dont 80% à l'échelle intercommunale. Quels enseignements tirer de ce capital d'expériences ? Quelles priorités d'action garder pour la suite ? Quels enjeux pour les contenus des prochains Contrats urbains de cohésion sociale ?

L'atelier régional du printemps a permis de rendre compte de ces travaux, dans l'idée de :

- Restituer l'analyse consolidée des évaluations de contrats de ville,
- Mettre en débat les apports de la politique de la ville, ses bonnes pratiques, ses limites, les acquis à préserver au regard des réalités locales des territoires,
- Faire émerger des contributions sur les priorités à porter dans les prochains contrats, et la façon de les organiser localement, à partir des travaux conduits en ateliers notamment.

Les acteurs rhônalpins se sont fortement mobilisés à l'occasion de cette journée régionale : **250 personnes ont participé à ce « temps fort »** (élus, chefs de projets et chargés de mission des contrats de ville, responsables associatifs, fonctionnaires d'État et des collectivités territoriales...). Les principaux partenaires institutionnels, le SGAR, le Conseil régional étaient présents.

Les cabinets Amnyos et Pluricité ont rendu compte de leur travail de capitalisation sur les contrats de ville. Philippe ESTEBE, géographe et consultant en politiques publiques, a animé les travaux et apporté des éclairages.

Les idées forces de la journée :

- L'évaluation des contrats de ville 2000-2006, bien que conséquente dans la région (9 territoires sur 10 concernés), reste un exercice difficile, en raison de la nature même de cette politique. La nécessité de mieux prévoir et organiser ces pratiques évaluatives pour les prochaines contractualisations a été pointée ;
- L'ensemble des acteurs (Conseil Régional, État, collectivités, techniciens et élus, opérateurs) a insisté sur la nécessité de poursuivre le soutien à la politique de la ville, et ce dans le cadre d'une stratégie d'action régionale cohérente et globale, soucieuse de l'ensemble des territoires présentant des difficultés ;
- Des acquis doivent être confortés : la coordination des actions et dispositifs, l'approche collective et le développement d'un fort partenariat local, ou encore l'apport de nouveaux services à l'utilité sociale avérée, qui doivent aujourd'hui être pérennisés ;
- L'articulation entre politiques spécifiques et politiques thématiques reste un enjeu prégnant, pour mobiliser au mieux l'ensemble des leviers au service d'un projet de territoire global de cohésion sociale, et en coordonnant les différentes échelles d'intervention quartier - ville - agglomération.

DOCUMENT DE SYNTHÈSE : L'AVENIR DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Dans le prolongement de cet atelier régional, le CR•DSU a capitalisé et prolonge ces travaux par :

- la mise à disposition des interventions « institutionnelles » sur le **site** : www.crdsu.org
- **l'élaboration d'une synthèse de la journée associée à une note stratégique** sur les enjeux, points de vigilance, et pistes de travail dégagées, notamment des ateliers. Le document, diffusé largement dans le réseau, a pointé les éléments incontournables qui caractérisent les changements actuels de la politique de la ville, ainsi que les conséquences en terme d'évolution de la méthode de travail pour les professionnels. Il a été transmis aux décideurs et professionnels comme un élément d'appui au travail en cours de préparation des prochaines contractualisations.

ACCOMPAGNEMENT DES PROFESSIONNELS A LA PREPARATION DES CONTRATS URBAINS DE COHESION SOCIALE, ECHANGES DE PRATIQUES ET DE REFLEXION COLLECTIVE

L'action du CR•DSU s'est organisée autour de deux objectifs :

- **Rendre l'information accessible à tous les sites : Une veille permanente** a permis de mettre à disposition dans les meilleurs délais des informations validées : circulaires ministérielles, nouvelle géographie prioritaire, éléments d'information sur l'avancement de la mise en place de l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances... L'enjeu de **l'équité dans l'accès à l'information** est réelle, tant la différence est grande de ce point de vue entre les « gros sites », qui y ont un accès direct et en temps réel, et les « petits sites », pour lesquels l'accès à l'information constitue un enjeu de premier plan.
- **Organiser du débat et de l'échange de pratiques autour des Contrats urbains de cohésion sociale.** Au second semestre 2006, deux séances de rencontres et d'échange sur les futurs CUCS, sous la forme de demi-journées de travail ont permis une mise à

niveau de l'information pour tous les territoires, et un échange de pratiques sur les méthodes et les pistes de travail engagées par les différents sites.

- **Séance 1 : Etat des lieux sur les démarches locales d'élaboration des projets**
26 septembre, à Échirolles - 91 participants

Cette rencontre a eu pour objectif de faire un état des lieux sur l'avancement des projets locaux et d'aborder les questionnements relatifs à la mise en oeuvre des Cucs. Marie REY, correspondante Rhône-Alpes pour la DIV, a présenté la circulaire du 15 septembre et fait état de la méthode retenue pour choisir les nouveaux territoires. Il s'est agi également de **revenir sur les enjeux de la définition d'un projet de développement territorial** impliquant l'ensemble des partenaires et de présenter la façon dont s'organisent plusieurs sites pour aborder ces contrats.

- **Séance 2 : Observation, suivi, évaluation : A quoi cela sert-il ? Comment les rendre plus utiles ?**
9 novembre 2006 - 49 participants

La préparation des prochains contrats est un moment privilégié pour repenser les processus de suivi et d'évaluation. Cette seconde séance a abordé les enjeux et les démarches d'observation, de suivi et d'évaluation.

Elle a été organisée autour de la présentation d'outils et des démarches locales engagées en matière d'observation – de suivi – d'évaluation de la politique de la ville. Les présentations des expériences de La Métro, de la Vallée du Giers, du Rhône, de la Ville de Lyon ont ainsi servi de support aux échanges. L'agence d'urbanisme de Grenoble a apporté des éclairages d'ordre méthodologique.

La séance a également ouvert un travail collectif autour des questions suivantes : Quels types d'outils et méthodes de travail existent dans ce domaine ? Quelle utilité, et quelle place leur donner dans la définition du projet local ? Comment se saisir de l'évaluation comme aide à la décision voire à l'animation du débat autour de la politique de la ville, et comment la rendre plus utile ? Qui fait l'évaluation ? Quelle place respective des élus, des techniciens, des habitants, des prestataires... dans cette démarche ?

2/ LE DEVELOPPEMENT SOCIAL : EDUCATION ET SANTE

Le Plan de Cohésion Sociale vient compléter les dispositions concernant la lutte contre la ségrégation urbaine et sociale. Si **l'action éducative** est traditionnellement bien portée par les acteurs de la politique de la ville, l'ampleur de la ségrégation scolaire, l'échec d'intégration de toute une partie de la jeunesse, la place au premier plan des priorités de travail (voir résultats des évaluations intermédiaires des Contrats de ville 2000-2006). Le programme de réussite éducative, lancé dans le cadre de ce Plan, revisite en partie la façon d'aborder l'action éducative. Ce dispositif s'inscrit dans une tendance à mettre l'accent sur certains publics en particulier et à organiser des actions de plus en plus individualisées. Les questionnements liés à cette approche (atouts/limites) et l'adaptation des professionnels à ces nouvelles approches ont été au cœur des échanges conduits par le CR•DSU sur ce thème.

REUSSITE EDUCATIVE : ATELIER PERMANENT SUR LES PROJETS DE REUSSITE EDUCATIVE

En Rhône-Alpes, un an après le lancement du programme de réussite éducative (PRE), **une cinquantaine de sites, dont certains rassemblés autour d'un projet intercommunal, sont**

concernés par la réussite éducative. En effet, les moyens concentrés autour du PRE ont provoqué une mobilisation importante des collectivités et institutions qu'il visait.

- **Séances « état des lieux régional »**
 11 mai 2006, Romans-sur-Isère – 23 participants
 16 mai 2006, Chambéry – 18 participants
 8 juin 2006, Saint-Étienne – 29 participants

Ces rencontres locales visaient à échanger les réflexions et les pratiques sur la mise en place du PRE. Elles ont été organisées autour des témoignages locaux. Elles ont ciblé l'ensemble des partenaires au projet de réussite éducative : coordonnateurs PRE, chefs de projet ou chargés de mission concernés dans le cadre de la politique de la ville ou intégrés dans les services municipaux de droit commun, référents PRE des autres institutions (délégués de l'État, DDJS ou DDASS, Conseil général ou encore de la Caisse d'allocations familiales), les services de l'Éducation nationale au niveau départemental (Inspection d'académie) mais aussi les responsables locaux du projet quand ils sont chargés du portage du dispositif (collèges...).

Ces séances se sont déroulées en région sur des sites d'accueil (Saint-Étienne, Romans-sur-Isère, Chambéry). Plus de 20 sites, porteurs de projet de réussite éducative ou futurs candidats, étaient représentés sur l'ensemble des séances. Cinq sites (Romans, Rillieux-la-Pape, Chambéry, Pont-de-Chéruy, Aubenas) ont présenté en détail leur expérience.

Il s'agissait notamment de questionner et/ou de mettre en évidence l'organisation opérationnelle des projets et leur mise en place (montage, instances), le fonctionnement et les outils du partenariat local (chartes...), et le sens donné au projet et sa valeur ajoutée au regard des dispositifs existants (PEL, CEL, CLAS, Veille éducative...). En pratique, ces questionnements ci-dessus semblaient prématurés au regard du peu de recul sur la mise en place du PRE, d'une part. Les disparités importantes entre les projets de réussite éducative ont pu constituer un point de difficulté. Quelques rares sites ont fait figure de « pilote », mais pour l'essentiel des participants, demeuraient plus d'interrogations que de certitudes.

Ces quelques séances ont donc permis au CR•DSU de faire un premier état des lieux de l'avancée des projets en Rhône-Alpes et de cerner l'ensemble des questions posées par le PRE, et de préparer une seconde phase de travail pour la deuxième partie de l'année.

- **Atelier permanent de la réussite éducative : ateliers thématiques, 8 séances de travail**
 25 octobre 2006, atelier 1, Lyon — 29 participants
 9 novembre 2006 atelier 1, Saint-Étienne — 13 participants
 14 novembre 2006, atelier 2, Lyon — 17 participants
 23 novembre 2006, atelier 2, Grenoble — 13 participants
 5 décembre 2006, atelier 3, Lyon — 11 participants
 16 janvier 2007, atelier 3, Chambéry — en préparation
 30 janvier 2007, atelier 4, Lyon — en préparation
 6 février 2007, atelier 4, Valence — en préparation

Entre octobre 2006 et février 2007, le CR•DSU a proposé huit ateliers afin d'approfondir les questions clefs identifiées au contact des différents projets de réussite éducative en Rhône-Alpes. Il s'agissait de se donner des points de repère et de capitaliser sur les pratiques en cours. L'animation a été assurée conjointement par le CR•DSU et Michèle THEODOR du Centre Alain Savary (Institut National de Recherche Pédagogique). Les thèmes de travail se sont déclinés ainsi :

ATELIER 1 : Le public du PRE : définir et repérer les enfants et adolescents « fragiles »

ATELIER 2 : La conduite des partenariats locaux : quels enjeux ? quels effets ?

ATELIER 3 : Comment accompagner les familles ? pour quelle offre ?

ATELIER 4 : La réussite éducative : une question de mots ?

Les enseignements issus de ces travaux sont nombreux et seront capitalisés courant 2007. On constate toujours une grande hétérogénéité des projets de réussite éducative, que ce soit au niveau de leur état d'avancement mais également en ce qui concerne les approches privilégiées par les partenaires sur les territoires. C'est pourquoi les questionnements sont à géométrie variable, au même titre que les choix opérés dans la mise en œuvre des projets de réussite éducative.

Quelques enjeux repérés :

- Acquérir une connaissance des missions et des conceptions des partenaires et définir les conditions optimales du partenariat, notamment par la mise en place d'outils (chartes de déontologie, guide des acteurs...)
- Trouver la bonne équation concernant un suivi plus personnalisé des enfants et adolescents ; de même il s'agit de construire la place idéale des parents en favorisant leur implication sans renier « leurs compétences »
- Dans une logique globale, il s'agit également de relever le défi de la cohérence de l'offre éducative sur un territoire, ceci pour optimiser le projet éducatif, les dispositifs ou démarches, ainsi que les actions proposées aux publics

Plus de 100 participants ont suivi ce cycle. Rappelons qu'une cinquantaine de communes sont impliquées en Rhône-Alpes. Une synthèse de ces échanges est en préparation qui témoignera de la diversité des méthodes, organisations et actions des partenaires et acteurs de la réussite éducative sur les territoires. Un atelier régional sera proposé pour en débattre, au second semestre 2007.

SANTE : APPUI A LA STRUCTURATION DES COODONNATEURS DE SANTE VILLE

La santé est désormais intégrée aux thèmes prioritaires des Contrats urbains de cohésion sociale, ce qui constitue une nouveauté. Cela acte la nécessité de prendre plus amplement en compte la santé dans les politiques de lutte contre les processus de ségrégations sociales et urbaines. En Rhône-Alpes, on décompte environ une quinzaine d'Ateliers santé ville. Les collectivités cherchent actuellement leurs marques sur la façon de concevoir et piloter une action territoriale de santé. Les professionnels dédiés à ces questions, à commencer par les coordinateurs des Ateliers santé ville, se structurent peu à peu en réseau, et sont demandeurs d'un appui en vue d'accompagner leurs échanges. Dans la suite du travail conduit en 2005 sur la santé (élaboration d'un *Cahier du DSU* : « Santé et précarité sociale : vers une politique publique locale » ; conduite d'un cycle de qualification), le CR•DSU s'est rapproché des acteurs professionnels. Le CR•DSU s'est positionné alors comme un lieu susceptible d'apporter une analyse transversale des problématiques de santé sur les territoires en difficulté.

- Un « cahier des charges » a été présenté au CR•DSU par le réseau des coordonnateurs santé pour définir les modalités d'appui et d'organisation recherchés par ce groupe de professionnels. Des échanges ont été engagés.
- Des contacts réguliers ont eu lieu avec les territoires concernés.
- Les acquis du travail de 2005 ont été valorisés : mise en ligne d'une « rubrique «à propos de .. la santé » sur le site internet
- En perspective : la mise en avant par les futurs CUCS du thème de la santé est susceptible de provoquer **une mobilisation assez conséquente en Rhône-Alpes de**

sites plutôt « novices » en la matière. Le CR•DSU pourra profiter du croisement des réseaux existants et de l'aspiration de sites nouveaux sur la thématique pour enclencher une dynamique générale sur la Région. Il s'agira d'être vigilant aux premiers éléments de bilan et d'évolution des Ateliers santé ville (ASV) existants et de veiller à **proposer un accompagnement adapté aux sites qui souhaiteraient s'engager dans une démarche d'ASV.** La thématique impose également de conserver un regard circulaire et qui ne se borne pas aux seules frontières de la politique de la ville. En effet, les points d'appui de cette thématique appartiennent plutôt au droit commun. De plus, les professionnels concernés ont plus de ressorts en santé publique qu'en développement social et urbain.

CAPITALISATION : RUBRIQUE A PROPOS DE « SANTE, TERRITOIRES ET PRECARITE »

Durant le 1er semestre 2006, la rubrique « À propos de... » sur le site Internet du CR•DSU s'est enrichie d'un dossier sur la thématique « Santé, territoires et précarité ». Ce dossier réalisé suite au cycle de qualification et au *Cahier du DSU* sur ce même thème propose des éléments de synthèse (cadre historique, juridique, réglementaire, présentation de dispositifs), des relevés d'expériences locales, des repères méthodologiques et bibliographiques, des sites à visiter...

3/ LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET EGALITE DES CHANCES

Le CR•DSU aborde depuis plusieurs années de façon continue, et sous différents angles, la question de la lutte contre les discriminations. L'accent est mis cette année en particulier sur les discriminations de genre. La sous-qualification des femmes, leur isolement, les relations garçons-filles souvent tendues, sont autant de réalités constatées dans les territoires en difficultés. L'élaboration d'un Cahier du DSU sur ce thème a permis tout à la fois de mieux cerner ces réalités et de repérer les initiatives rhônalpines qui tentent d'organiser une action territoriale. Un capital d'expériences commence à se structurer en Rhône-Alpes sur cette question. Les acteurs locaux, à la suite du Cahier, sont aujourd'hui demandeurs de mise en réseau pour croiser leurs expériences. Il s'agit pour le CR•DSU de contribuer à mettre en lumière et en débat cette question, pour qu'elle soit davantage prise en compte dans les politiques publiques et notamment dans les prochains Contrats urbains de cohésion sociale.

JOURNEE D'ECHANGES REGIONALE : ÉGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES : APPROCHE PAR LE GENRE ET POLITIQUES URBAINES

28 septembre 2006, Lyon - 60 participants

Dans le prolongement du Cahier du DSU paru sur ce thème en juin 2006, le CR•DSU a souhaité poursuivre la réflexion sous forme de débats et d'échanges de pratiques. Un des objectifs de cette journée était de sensibiliser les acteurs de la politique de la ville et du développement local aux inégalités persistantes entre les hommes et les femmes, notamment en leur apportant des éléments de réflexion, de repère et de méthode. L'intérêt était aussi de mettre en débat des actions et des démarches locales à l'œuvre, tout en montrant la plus-value de l'approche intégrée de genre.

Les professionnels du droit des femmes étaient au rendez-vous, un peu moins ceux de la politique de la ville. Pour les suites à donner, il faudra réfléchir sur les façons à mieux mobiliser ce public, ainsi que la population qui était très faiblement représentée.

CAPITALISATION : UN CAHIER DU DSU « GENRE DE POLITIQUE DE LA VILLE : IL EST TEMPS ! » *Les Cahiers du DSU n°44*, sorti fin juin 2006

Un groupe de travail ad hoc, accompagné par Christine Guillemaut, chargée de mission à l'Observatoire de l'égalité femmes-hommes à la Mairie de Paris, a contribué à sa production.
Voir détail plus bas : chapitre Capitalisation

PREPARATION D'UN ACCOMPAGNEMENT DES PROFESSIONNELS DEDIES A LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Sept sites sur la région ont pour l'instant été repérés comme fortement demandeurs d'échanges de pratiques en matière de lutte contre les discriminations raciales. Le CR•DSU est notamment sollicité pour aider à la structuration de ces acteurs en réseau. Un chantier permanent est envisagé pour répondre, d'une part, à ce besoin d'échanges de pratiques entre les acteurs déjà engagés dans ce domaine, d'autre part, aux besoins de sensibilisation et de qualification de l'ensemble des professionnels de la politique de la ville sur cette problématique complexe qui constitue une thématique prioritaire des futurs Contrats urbains de cohésion sociale.

4 / RENOUVELLEMENT URBAIN

Avec le programme de rénovation urbaine issu de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1er août 2003, la « politique de la ville » s'est en partie recomposée autour de la démarche de renouvellement urbain. Transformer les quartiers par le jeu de la restructuration urbaine et la démolition des immeubles les plus dégradés pose la question des modalités et des conditions de relogement des ménages concernés. Le relogement ne constitue pas seulement une étape dans les opérations de démolition-reconstruction, mais un volet social du projet de rénovation urbaine. Il sera réussi en partie sur sa capacité à avoir trouvé des solutions satisfaisantes pour les ménages à reloger. Les sites rhônalpins sont fortement engagés dans des démarches de renouvellement urbain. Dans la continuité de l'atelier régional organisé en 2005 sur les enjeux du relogement, le CR•DSU a poursuivi la qualification sur ce volet.

LA GESTION DES ENJEUX DU RELOGEMENT DANS LES PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN, CYCLE DE QUALIFICATION

Le CR•DSU a proposé un cycle de qualification de deux journées qui a pour objectif d'éclairer et de fournir des points de repère sur le cadre d'intervention des acteurs du relogement et sur les conditions d'organisation de l'accompagnement social des ménages.

- **Journée 1 : Le relogement : un cadre réglementaire, des cadres partenariaux**
14 décembre 2006, Bron - 46 participants

Elle a permis de mettre en débat et susciter un échange d'expérience autour des axes suivants : le cadre juridique du relogement, le cadre partagé du relogement et plus spécifiquement l'étude des outils (chartes, protocoles...) et de leur plus-value. Le CR•DSU a missionné le cabinet Poly'gones afin d'effectuer une étude comparative sur les outils

partenariaux (chartes, protocoles) dans le cadre du relogement et l'accompagner lors du cycle de qualification. L'étude a été restituée lors de la première séance du cycle de qualification.

Le cadre juridique dans lequel s'inscrivent ces opérations est complexe, et sera sans doute amené à évoluer pour répondre de manière plus cohérente aux besoins des partenaires et des habitants. Il constitue cependant un point de repère et une sécurité pour les partenaires. Le cadre partenarial qui se développe autour des relogements met en lumière la volonté des acteurs de mettre en place de la rigueur dans leurs démarches et de l'équité dans le traitement des familles. L'analyse des documents qui servent de support à ces démarches montre bien qu'il s'agit d'outils enrichissants pour l'ensemble des partenaires, bien qu'ils présentent encore un certain nombre de "carences", du fait de leur apparition récente. Certains points restent en réflexion. Qu'en est-il du suivi des ménages relogés? Qu'en est-il de l'approche régionale de ces questions? De la cohérence entre les démarches? comment approcher une dimension stratégique de ces questions en terme de renouvellement de peuplement des quartiers, des villes? Uniquement par les conventions ANRU? Par une articulation avec les PLH? Toute une série de questions de fond qui préparent bien d'autres échanges.

- **Journée 2 : Le relogement opérationnel et les pratiques de suivi et d'accompagnement social**

Programmée le 23 janvier 2007, Lyon - *en préparation*

La deuxième séance du cycle portera vers les problématiques du relogement opérationnel et de l'accompagnement social des ménages.

DOCUMENT DE SYNTHÈSE « LES ENJEUX DU RELOGEMENT DANS LES OPERATIONS DE RENOVATION URBAINE »

Ce document de seize pages, co-produit par l'ARRA-Hlm et le CR•DSU, revient sur les enjeux du relogement, fait état des différentes démarches locales en cours et introduit des éléments de repère sur la mise en oeuvre opérationnelle des démarches de relogement. Il a été très largement diffusé à l'ensemble du réseau concerné : bailleurs, des responsables de services habitat, équipes opérationnelles politique de la ville....

Cf chapitre Capitalisation

PROGRAMME « VOISINS D'EUROPE »

Le CR•DSU participe régulièrement, depuis cette année, aux instances du projet « Voisins d'Europe » initié par la ville de Lyon. Ce projet dispose en effet de plusieurs instances bien distinctes : le groupe des habitants, le comité de pilotage, le comité technique, et le comité scientifique. Selon les besoins des différents groupes et selon l'intérêt des réunions pour le CR•DSU, les membres de l'équipe sont mobilisés, en fonction également de leurs compétences et de leurs thèmes de travail en cours.

PROGRAMME « ECHANGES D'HABITANTS » DU GRAND LYON

« Échanges d'habitants » est un programme d'échange sur le renouvellement urbain entre des habitants de quartiers d'habitat social du Grand Lyon, de Birmingham et de Berlin. L'objectif premier de ce projet cofinancé par l'Union européenne est la formation/valorisation/ légitimation des participants afin de renforcer leur capacité d'expertise et d'assurer au mieux leur rôle de bénévoles et d'habitants relais sur leur quartier. Le CR•DSU est en appui à la capitalisation de ce projet depuis plusieurs années et a

aidé à la production d'un document sur les échanges ayant eu lieu entre 2001 et 2004. Actuellement, le CR•DSU suit toujours l'évolution de ce projet dans l'objectif de co-produire un bilan de l'ensemble de l'action d'ici fin 2007.

5 / LES CONFERENCES

Les conférences sont l'espace privilégié pour croiser les analyses des chercheurs avec les témoignages des praticiens des territoires. La confrontation entre la recherche et l'action publique reste un axe de travail permanent du CR•DSU.

« LA PLACE DES JEUNES DES QUARTIERS DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LA CITE », ALAIN VULBEAU 18 avril 2006, Vaulx-en-Velin - 62 participants

Cette conférence a été présentée par Alain Vulbeau, professeur en sciences de l'éducation et chercheur au sein de l'équipe Crise, écoles et terrains sensibles au CREF (Centre de Recherche Education Formation) - Université Paris X-Nanterre.

À la suite des mouvements de révolte survenus dans les banlieues de l'automne 2005, la représentation de la jeunesse comme « dangereuse » s'est renforcée, alors même que cette image négative est en partie à l'origine du mal-être de la jeunesse populaire. Dans ce contexte, le défi des politiques publiques de la jeunesse serait de concevoir leur action autrement qu'à travers les notions de « délinquance », « d'incivilité », de « violence ».

L'intervention d'Alain Vulbeau, chercheur, nous a invité au contraire à rompre avec ces représentations et à renouveler notre regard sur les jeunes. Après un retour sur le ressenti des jeunes victimes de discriminations, Alain Vulbeau a analysé la façon dont la question de la jeunesse s'est peu à peu construite autour d'une approche sécuritaire. Il a ensuite ouvert des pistes de réflexion pour aborder différemment les actions conduites auprès des jeunes, en créant notamment des espaces d'échanges et de co-production entre les jeunes et les pouvoirs publics. L'article de veille du *Cahier du DSU* n°44 rend compte de son intervention.

« POUR UNE CULTURE DE LA PARTICIPATION », PIERRE MAHEY 6 juin 2006, Saint-Étienne - 37 participants

Cette conférence a été présentée par Pierre Mahey, urbaniste-architecte, dirigeant de l'association « Arpenteurs », spécialisée dans la conception et l'animation d'espaces publics de débat. Il est l'auteur de l'ouvrage « *Pour une culture de la participation* ».

La démocratie participative est une dimension essentielle du développement social depuis plusieurs décennies. Sa mise en place demeure néanmoins problématique pour la plupart des acteurs locaux, aussi bien au niveau méthodologique que parce qu'elle interroge, bouscule notre vision et notre pratique de la démocratie.

Pierre Mahey, dont l'essentiel de la mission depuis dix ans est de développer des processus de participation, milite pour le développement d'une véritable « culture de la participation ». À partir de son expérience, il est revenu sur les contours de cette participation, pour en pointer les pièges et ambiguïtés et interroger les principaux objectifs qui lui sont habituellement assignés. Selon lui, c'est dans « une culture du débat et de la co-production » que se joue la sauvegarde et le renouvellement de notre démocratie, pour permettre à chacun de prendre ou reprendre un rôle, une responsabilité dans la vie de la Cité. Pierre Mahey nous a invité à un renouvellement des formes de la participation et indiqué des éléments d'aide à

la décision pour conduire et organiser les instruments qui tentent de donner la parole aux gens (conseils de quartiers, comités ...).

Le compte-rendu de cette conférence sera fait dans l'article de veille du n°45 des *Cahiers du DSU*.

« PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE : ET LES FAMILLES ? », DOMINIQUE GLASMAN

18 décembre 2007, Lyon - 38 participants

Les travaux de Dominique Glasman, Professeur de sociologie à l'Université de Savoie portent notamment sur la question de l'accompagnement scolaire, sur les relations entre familles populaires et école et sur les dynamiques contractuelles dans le champs éducatif. Il est membre du comité scientifique de Centre Alain Savary. Cette conférence à été organisée en partenariat avec le Centre Savary de l'INRP.

La démarche caractérisant le Programme de réussite éducative (PRE), lancé dans le cadre du plan de cohésion sociale, vise à « apporter un soutien individualisé et personnalisé aux jeunes en difficulté en prenant en compte la globalité de leurs difficultés scolaires, sanitaires et sociales ». Les équipes de réussite éducative, associant diverses catégories de professionnels, organisent dès lors leurs démarches d'accompagnement autour de l'enfant et sa famille. Avec notamment un enjeu de taille : « aider la famille à parfaire la construction de la personnalité de l'enfant », dans la mesure où certains enfants ne bénéficient pas « d'un environnement social, familial et culturel favorable à la réussite ». Ainsi, comme l'analyse, Dominique Glasman, le Programme de réussite éducative considère les familles à la fois comme public cible et comme partenaire de la démarche.

Dominique Glasman est revenu sur la façon dont ce dispositif réinterroge les relations entre les familles populaires et les acteurs socio-éducatifs : Quelles nouveautés apporte le PRE dans la façon d'associer les familles par rapport aux dispositifs précédents ? Quel intérêt particulier représente-t-il à ce sujet ? Ou, au contraire, quels risques éventuels lui sont liés ?

Au regard de ce nouveau contexte, Dominique Glasman s'est attaché plus largement à examiner les représentations ayant cours dans le milieu éducatif sur les « familles populaires » et à clarifier les objectifs qui accompagnent le plus souvent l'injonction à « l'implication des familles ».

II. INFORMATION, CAPITALISATION

1/ INFORMER ET FAVORISER L'ACCES A L'INFORMATION

LES CAHIERS DU DSU

Les Cahiers du DSU sont tirés en moyenne à 1000 exemplaires et sont diffusés gratuitement à 450 destinataires environ et 300 abonnés, dont 138 hors Rhône-Alpes. Le reste de la diffusion s'effectue au numéro. Au total le service gratuit représente entre 50 et 55 % de la diffusion.

CR•DSU INFORMATION/LIAISON

Six numéros de la lettre sont sortis entre janvier et décembre (janvier, mars, mai, juillet, septembre, novembre). Cette lettre, produite tous les deux mois, propose des informations pratiques (mouvements de personnels, agenda régional, brèves, contacts...) et s'inscrit dans notre logique d'animation de réseau – elle privilégie notamment la prise de contact directe entre les professionnels et des personnes ressources-. La lettre est diffusée à 1150 exemplaires (abonnés, adhérents, professionnels, élus, partenaires). En 2006, chaque lettre informait les lecteurs de l'avancée des signatures des conventions ANRU en Rhône-Alpes.

LE SITE INTERNET (WWW.CRDSU.ORG)

Le site Internet du CR•DSU est en ligne depuis 2002. Il a été conçu comme un outil de diffusion d'informations, de connaissances et de méthodes à l'usage des acteurs de la politique de la ville.

ALIMENTATION EN CONTINU

Les mises à jour régulières du site ont permis, **en 2006, d'enrichir plusieurs rubriques**, en intégrant :

- **45 articles des Cahiers du DSU** (rubrique *Expériences*) : Ces **expériences**, décrites dans les *Cahiers du DSU* n°37, 38, 39, 40 et 41, abordent les thèmes de l'expérimentation de la politique de la ville en Rhône-Alpes, de la prévention sécurité, des discriminations raciales, du mal-logement et des politiques locales de l'habitat, de l'évaluation des contrats de ville.
- **21 articles de fond** viennent compléter les résumés des Cahiers du DSU n°37, 38, 39, 40 et 41.
- **Une vingtaine de nouvelles démarches menées en Rhône-Alpes** sont présentées et classées par territoires (rubrique *Politique de la ville en Rhône-Alpes*)
- **Une vingtaine de nouveaux sites** est signalée en 2006 (rubrique *Les liens du CR•DSU*)
- **Trois nouveaux dossiers thématiques** produits par le CR•DSU (rubrique *A propos de...*) :
 - o *Santé, territoires et précarité*
 - o *Contrats urbains de cohésion sociale (Cucs)*
 - o *Le Programme de réussite éducative (PRE)*

Les dossiers thématiques du site permettent aux professionnels d'avoir une base documentaire sur un sujet donné. Ils regroupent notamment l'ensemble des supports d'interventions présentées lors des journées d'échange régionales ou des cycles de qualification : des éléments de synthèse (cadrage historique, juridique, réglementaire, présentation de dispositifs), des relevés d'expériences locales, des repères méthodologiques et bibliographiques, des sites à visiter... Ils sont élaborés dans les suites des journées d'échanges d'expériences et, après enrichissement, sont accessibles en ligne sur le site, sous la rubrique « *A propos de...* ».

LA FREQUENTATION DU SITE TOUJOURS EN AUGMENTATION

Les tendances de l'année 2005 se confirment.

- 52583 visites en 2006 contre 42199 pour l'année 2005, soit une **augmentation d'environ 25%**
- **4382 visites par mois** en moyenne au cours de cette année 2005 (contre 3517 en 2004),
- 146 visites par jour environ.

« *Emploi offres* » est toujours la rubrique la plus consultée, avec environ 2 584 visites par mois. Ensuite, « *les liens du CR•DSU* », « *Publication* » et « *actualités de la politique de la ville* » se détachent des autres rubriques, avec 936, 797 et 702 visites en moyenne. « *Politique de la ville en Rhône-Alpes* » a reçu environ 556 visites par mois. Les autres rubriques reçoivent entre 150 et 450 visites par mois.

« LES NOUVEAUTES DU SITE DU CR•DSU »

La liste de diffusion « Les nouveautés du site du CR•DSU » est envoyée périodiquement (environ deux fois par mois), par courrier électronique, aux membres des équipes MOUS et aux délégués de l'État qui ont une adresse mél et aux adhérents et partenaires du CR•DSU qui l'ont souhaité (soit 500 personnes). Il y a là une autre façon d'informer et d'animer notre réseau.

« LES NOUVEAUTES DE LA DOC »

Les adhérents du CR•DSU qui le souhaitent (150 destinataires) peuvent recevoir chaque mois, par mél, une présentation des nouveaux documents entrés dans la base de données (« Les nouveautés de la doc »). « Les nouveautés de la doc » présentent, par thème, les références d'une trentaine de documents (ouvrages, rapports, revues, articles, textes officiels) avec un résumé qui permet d'en apprécier le contenu.

2/ CAPITALISER LES PRATIQUES ET LES CONNAISSANCES

LES CAHIERS DU DSU

La capitalisation figure parmi les « invariants » des centres de ressources politique de la ville. Dès sa création, le CR•DSU s'est fortement structuré autour de la publication d'une revue thématique « *Les Cahiers du DSU* ». Tirés en moyenne à 1000 exemplaires, les *Cahiers du DSU* sont diffusés gratuitement à 600 destinataires environ et 150 abonnés. Le reste de la diffusion s'effectue au numéro.

La revue est généralement élaborée avec l'aide d'un groupe de travail composé de professionnels volontaires, intéressés par le thème et la forme de travail, et d'origines professionnelle et géographique diversifiée. Son mode de production peut également reposer sur des éléments recueillis à l'occasion d'un cycle de qualification ou d'un atelier régional.

Un expert accompagne les travaux, tandis que le CR•DSU assure toute la production logistique : animation et compte-rendu, structuration progressive de la trame, recherche de contributeurs experts et commande d'articles, bibliographie, et surtout, aide à la capitalisation des pratiques. Après repérage, premier contact et recueil d'information, deux modalités possibles : le CR•DSU rencontre les auteurs de l'action et rédige le relevé d'expérience, ou l'auteur de l'action la formalise lui-même, dans les deux cas, un jeu d'aller et retour s'installe pour finaliser à la fois la description de l'action et ses enseignements.

- **« Genre et politiques urbaines : il est temps ! »**

Les Cahiers du DSU, n°44, paru en juillet 2006

Un groupe de travail *ad hoc*, accompagné par Christine Guillemault, chargée de mission à l'Observatoire de l'Égalité, Ville de Paris, a présidé à la production de ce numéro.

Résumé : Malgré des inégalités persistantes entre les femmes et les hommes, les politiques publiques locales se sont peu saisies de cette question. Ce Cahier analyse la façon dont se jouent ces rapports sociaux de sexe, en particulier dans les territoires urbains fragilisés, où les discriminations à l'encontre des femmes sont cumulatives. Analyses, expériences locales, éléments de méthodes sont présentés pour sensibiliser les acteurs locaux des politiques publiques. Prendre en compte les besoins spécifiques des femmes, soutenir les dynamiques féminines pour redonner aux femmes leur place dans l'espace public, transformer les rapports entre les femmes et les hommes : il apporte des éclairages sur la façon de construire des politiques publiques locales globales, au regard du genre. Il constitue donc une invitation à l'action, pour oeuvrer, dans la durée, à des rapports plus égalitaires dans la ville.

- **« Agglomérations et cohésion sociale : un choc culturel en chantier »**

Les Cahiers du DSU, n°45, paru en décembre 2006

C'est Alain Faure, chercheur au CERAT Grenoble, spécialiste de l'intercommunalité qui a soutenu la production de ce numéro.

Résumé. À l'heure où l'organisation des territoires connaît de profondes recompositions, avec la montée en puissance de l'intercommunalité notamment, et où les politiques publiques – et la politique de la ville en particulier – évoluent également, les agglomérations se retrouvent en première ligne des problématiques de solidarité territoriale urbaine. Ce nouveau numéro des Cahiers du DSU interroge les politiques locales de cohésion sociale des agglomérations rhônalpines : comment construire des solidarités territoriales et sociales à cette échelle, dans un univers plus vaste que celui de la politique de la ville ? En quoi l'agglomération peut-elle être un outil de cohésion sociale ? Ce numéro tente d'analyser les mouvements à l'œuvre, en trois temps : rétrospectif – retour sur la valeur ajoutée de la politique de la ville, introspectif – analyse des questionnements et changements contemporains – et prospectif. Placé sous le signe des interrogations actuelles, ce Cahier ouvre des pistes, multiplie les éclairages, croise expériences de terrain et analyses de chercheurs.

LES RELEVÉS D'EXPERIENCES

La réalisation de relevés d'expériences permet de dégager les principaux enseignements d'une initiative de terrain, d'aller à l'essentiel, de réfléchir sur la pratique. En 2006, 24 fiches d'expériences ont été produites.

- **Treize fiches d'expériences ont été rédigées dans le cadre du Cahier 44 « Genre et politiques urbaines locales : il est temps ! »**

- La Maison pour l'égalité femmes-hommes à Échirolles : lieu ressource pour les acteurs locaux et les habitants (Auteur : Isabelle VERNAY)
- Professionnaliser les acteurs : l'exemple de Carcassonne (Auteur : Marion VEYRET)
- Pic Urban : vers l'élaboration d'une politique territoriale pour l'égalité entre les femmes et les hommes (Auteur : Guillaume TOURNAIRE)
- Indicateurs de genre contre l'exclusion sociale (Auteur : Fatima EL MISSAOUI)

- À Vaulx-en-Velin : l'émergence d'une culture globale sur l'égalité hommes-femmes (Auteurs : Hélène GEOFFROY et Camille MELLÉ)
 - « 24h Comment ? » : une meilleure articulation des temps de vie pour favoriser l'égalité professionnelle (Auteur : Brigitte DUPERRAY)
 - Femmes actrices dans l'espace public local ou comment construire l'égalité de fait ? (Auteur : Christine BULOT)
 - L'entrepreneuriat collectif des femmes dans les zones sensibles urbaines (Auteur : Madeleine HERSENT)
 - « Les caravanières venues du sud » : une passerelle pour la citoyenneté (Auteur : Marie-Martine CHAMBARD)
 - Dans le Rhône, Conciliabules autour des cultures (Auteur : Sylvie DENISSE)
 - L'importance du rôle des centres sociaux dans l'accueil des femmes (Auteur : Anne REYNAUD)
 - Citoyenneté et mobilité au féminin : l'exemple de Bourg-en-Bresse (Auteur : Aude TALLARON)
 - Le collectif paroles de femmes : une démarche collective, ascendante et participative (Auteur : Mireille GRANGE)
- **Quatorze fiches d'expériences ont été rédigées dans le cadre du Cahier 45 « Cohésion sociale et agglomérations : un choc culturel en chantier »**
- Réussir le pari de l'agglomération en France et à Grenoble (Auteur : Jean-Michel ÉVIN)
 - Prospective au Grand Lyon : développer le sentiment d'appartenance (Auteur : Jean-Loup MOLIN)
 - Les enjeux prioritaires de l'agglomération chambérienne (Auteur : Robert MUGNIER)
 - Une mission prospective pour le Grand Roanne (Auteur : Jean-Marc THIEFFINE)
 - Intérêt communautaire et politique de la ville à Saint-Étienne Métropole (Auteur : Gérard MANNET)
 - Le Pays Voironnais : l'expérience d'une politique hors contrat de ville (Auteur : Philippe ALLEX-BILLAUD)
 - Grand Roanne : évaluer en interne pour améliorer le pilotage et le relais vers le droit commun (Auteur : Sylvie MARIÉ)
 - À Aubenas, la politique de la ville au service du lien social (Auteurs : Catherine GRILLON et Gilbert LÉCAS)
 - Chambéry métropole : une compétence d'agglomération en construction (Auteur : Patrick LEBLANC)
 - La politique de la ville « dans » les services municipaux : l'exemple d'Échirolles (Auteur : Renzo SULLI)
 - Le conseil général de l'Isère, acteur de l'inclusion sociale (Auteurs : Christine CRIFO et Laurence THÉRY)
 - L'articulation des équipes et du projet à Lyon (Auteur : Michaël BASKA)
 - Agglomération de Bourg-en-Bresse : regard d'un élu sur les 3 temps d'une démarche (Auteur : Bernard PERRET)
 - L'ingénierie intercommunale en question : l'exemple du Pays Viennois (Auteurs : Camille CHALLEAT et David BENSADOUN)

Ces relevés permettront d'alimenter la rubrique « *Expériences* » de notre site Internet (200 fiches au total), et intégreront les bases de données régionales et internationales DPH - Dialogue pour le Progrès de l'Humanité - (193 fiches dans la base régionale). À noter également que, depuis fin 2004, toutes les fiches d'expériences du CR•DSU sont consultables sur le site de la DIV, qui a souhaité mutualiser les fiches d'expériences produites par les différents centres de ressources.

CAPITALISATIONS A PARTIR DES JOURNEES D'ECHANGES ET CYCLES DE QUALIFICATION

- **« Les enjeux du relogement dans les opérations de renouvellement urbain »,**

16 pages, printemps 2006

Ce document de synthèse fait suite à l'atelier régional « Les enjeux du relogement dans les opérations de renouvellement urbain », co-organisé par le CR•DSU et l'Arra-HLM. Cette plaquette de 12 pages, en couleur, a été tirée à 1500 exemplaires, à destination des professionnels de la thématique de la Région Rhône-Alpes.

- **« Politique de la ville en Rhône-Alpes : Quel bilan ? Quelles perspectives ? », 16 pages, printemps 2006**

Tirée à 1500 exemplaires, à destination des professionnels de la politique de la ville de la Région Rhône-Alpes ce document revient sur les interventions et débats qui se sont tenus lors de cette journée, et propose une analyse plus prospective, de Philippe Estèbe, sur les enjeux qui se jouent actuellement autour de la politique de la ville.

- **Les nouveaux dossiers thématiques du site internet : (rubrique A propos de...)** : Santé, territoires et précarité ; Contrats urbains de cohésion sociale (Cucs) ; Le Programme de réussite éducative (PRE)

- **En cours** : document sur les «Chartes de relogement »

III. ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS LOCAUX, PROJETS SPECIFIQUES

Outre les démarches et réflexions collectives, le CR•DSU est également présent en réponse ou accompagnement dans le cadre de demandes d'appuis plus individualisées, prenant des formes diverses (information, documentation, mise en réseau, accompagnement au montage de projets...).

Ces demandes sont traitées **par le service documentation, qui** constitue souvent un premier point de contact entre les acteurs rhônalpins et le CR•DSU. Il offre un premier niveau de réponse à des demandes ponctuelles, d'une part. L'équipe technique par ses échanges en continu des acteurs locaux, est également sollicitée, bien sûr, de façon importante.

1/ LES DEMANDES ADRESSEES AU SERVICE INFO/DOC : 1^{ER} NIVEAU DE REPONSE AUX ACTEURS DE TERRAIN

Il s'agit d'un service de questions/réponses sur mesure, gratuit, accessible à distance (téléphone, e-mail, courriers divers) et sur rendez-vous. Il repose sur les ressources en informations et documentations du CR•DSU (Cf annexe). Ce service prend différentes formes : conseil, prestation documentaire, information. Il nécessite un travail d'équipe et d'échange avec les demandeurs.

NOMBRE DE DEMANDES : 210 DEMANDES INDIVIDUELLES

Les **demandes restent globalement importantes : 210 demandes**, soit une moyenne de 18 demandes mensuelles. Ce malgré une légère baisse par rapport à 2005 (265 demandes), à mettre en lien notamment avec la montée en charge du site Internet du CR•DSU qui se poursuit. Le site Internet est de plus en plus le premier niveau de récupération d'informations, la consultation de la documentaliste permettant d'approfondir les recherches. Ces **demandes sont traitées en quasi totalité par la documentaliste (84 %)**, avec la possibilité d'un accueil sur place des personnes les mardi et jeudi.

L'analyse ci-dessous est en deça de la réalité des contacts et des sollicitations. Elle ne tient pas compte des sollicitations diverses en vue d'un travail partenarial ou d'échanges formulés pendant les groupes de travail. Le recensement systématique est impossible.

LA NATURE DES DEMANDES

Les demandes se répartissent comme suit :

- **2/3 sont des demandes d'information et documentation : 68,1 %**

- **Recherche d'expériences** : Malgré la mise en ligne de notre base d'expériences, ces demandes passent en grande partie par le service Info/Doc. Ces demandes déjà importantes ont tendance à augmenter. La recherche d'expériences peut aussi être traitée par le renvoi vers un(e) ou plusieurs personne(s) / organisme(s) ressource(s).

- **Demandes de coordonnées ou de listes de contacts** : surtout pour les bureaux d'études ou des professionnels voulant engager un mailing. Ce service est uniquement rendu aux partenaires institutionnels du CR•DSU, ou est examiné au cas par cas.

- **Demande de consultations de documents en forte augmentation (16%)** : Ces demandes viennent relayer la diffusion des bibliographies et autres supports documentaires pendant les journées du CR•DSU, où à l'envoi de produits documentaires : *Lettre Information/liaison*, *Les Nouveautés de la doc*, la rubrique *A propos de...* sur le site Internet.

• **Les demandes de mise en relation : 28,6 %**

- **Recherche d'intervenants ou d'experts**. La connaissance du réseau d'acteurs qu'a le CR•DSU est alors mobilisée (réponse directe ou recherche auprès d'autres structures si besoin est). Un service d'appui au montage peut être parfois nécessaire (aide à la formalisation de la problématique et des objectifs).

- **Appui à la prise de poste**. Les nouveaux professionnels (chefs de projet, agents de développement, chargés de mission thématiques...) se tournent assez spontanément vers le CR•DSU pour disposer de documents de base sur leurs thématiques de travail et pour avoir accès à un réseau pouvant les aider dans le démarrage de leur mission. Ces rencontres sont aussi l'occasion de présenter le centre de ressources, ses services et ses principes de fonctionnement (échanges, participation volontaire...)

THEMES ET NATURE DES DEMANDES, PAR ORDRE DE PRIORITE

Les thématiques traitées sont relativement stables ces dernières années, même si elles connaissent quelques variations, souvent en écho avec les priorités de travail du CR•DSU. En 2006, le renouvellement urbain, évaluation, santé, jeunes, égalité femmes-hommes, santé, éducation sont des sujets qui ont fait l'objet de nombreuses demandes.

- **La politique de la ville et la connaissance des systèmes d'acteurs** concernent près d'un tiers des demandes : **28,6 %**.
- Les thèmes les plus importants et/ou en forte progression par rapport à 2005 :
 - **urbanisme, renouvellement urbain (forte progression des demandes) : 10 % des demandes** (8,7% en 2005)
 - **habitat, logement en progression : 9,5 % des demandes** (en hausse par rapport à 2005 : 6 %)
 - **évaluation, diagnostic : 8,6%** (en forte hausse par rapport aux 3,4% de 2005)
 - **jeunes, femmes, population : 5,7%** (en 2005 : 0,8%)
 - **dynamique des habitants : 5,7 %** (en 2005 : 3%)
 - **santé : 5,2%** (en 2005 : 2,3%)
 - **éducation** (en hausse par rapport à 2005 avec 4,5 % des demandes. **5,2% en 2006**)
- Une troisième catégorie de thèmes arrive ensuite (entre 2% et 5 % des demandes):
 - **prévention délinquance : 4,8%** (en 2005 : 3,8%)
 - autres : 4,8 % dont 2,9 % de demandes sur les discriminations
 - formation (stable avec 1,9%)
 - action sociale (en baisse. 2,6 % en 2005)
 - développement économique, insertion, (en baisse par rapport à 2005 : 4,5% des demandes)

Enfin, viennent les questions relatives au service public, à l'intégration, l'immigration, la culture, l'Europe.

Type de traitement des demandes : un traitement plutôt traité à distance, et de façon quasi-immédiate

- La majorité des demandes sont traitées à distance : 62,9 % en 2006. 78 personnes se sont déplacées jusqu'au CR•DSU.
- 64,3 % des demandes sont traitées de façon immédiate, en mobilisant essentiellement les ressources internes au CR•DSU (mise en relation, d'informations ponctuelles, d'offres d'emploi ou de documentation disponible dans le fonds)
- On note enfin une stabilité des demandes qui nécessitent une recherche importante d'information ou de documentation, soit à partir de documents présents dans le fonds, soit à l'extérieur (près d'un 1/4)
- Quelques 13 personnes ont été reçues en « entretien approfondi ».

La part des demandes qui sont réorientées vers d'autres structures a augmenté de manière significative (environ 11%). Les demandes très thématiques sont renvoyées, si possible, vers un centre de documentation spécialisé dans cette thématique en Rhône-Alpes.

LES VISITES SUR SITES ET APPUI AUX SITES

Les échanges avec les sites de la région ont lieu en continu. La visite sur site est une occasion privilégiée d'avoir une relation plus approfondie avec les professionnels et le territoire. Elles permettent d'aller vers les sites les moins « visibles » ou qui ont peu l'habitude de nous solliciter.

Cette année, CR•DSU a plus particulièrement fait le point, sur site, avec les équipes opérationnelles **de Roanne, Vienne, Bourg-en-Bresse, Montélimar, Aubenas, Annonay, Valence, Lyon, Neuville et Pierre-Bénite, Saint-Étienne Métropole, Villefranche-sur-Saône**. Priorité a été donnée aux déplacements dans des sites de taille moyenne ou petite, connaissant un isolement relatif.

Ces visites ont été l'occasion de faire le point sur :

- Le bilan des actions menées sur le territoire
- L'évaluation finale des contrats de ville 2000-2006 et sur la préparation des futurs Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS).
- L'actualité nationale et régionale. Le CR•DSU a pu apporter des éléments d'information récents sur la géographie prioritaire, la mise en place de l'Acse, les éléments méthodologiques de préparation des CUCS,... etc. Et les territoires ont fait remonter au CR•DSU l'état d'avancement de leurs démarches de préparation des prochaines contractualisations...
- Les outils et compétences disponibles au CR•DSU en fonction des besoins exprimés par les équipes projet, et notamment sur les possibilités d'aide méthodologique (par exemple sur les questions d'évaluation).

Ces visites génèrent des demandes d'appui, cette année en particulier sur la conduite d'évaluations locales (appui dans la réalisation d'un cahier des charges par exemple).

Dans certains cas, le CR•DSU a accompagné de façon plus précise une démarche locale :

- **Soutien à l'organisation d'une journée d'échange sur la résidentialisation à Grenoble,**
- **Soutien à la Ville de Vénissieux dans le cadre de l'élaboration actuelle du projet de contrat urbain de cohésion sociale,** par le repérage d'expériences significatives et transférables sur différents thèmes.

- L'implication du CR•DSU dans le **suivi des échanges Lyon/Birmingham ou du programme Voisins d'Europe** participe également de l'appui aux sites.

LES PROJETS PARTENARIAUX PARTICULIERS ET INSTANCES COLLECTIVES DE TRAVAIL

Sgar, Fasild, Mrie, Drass

Dans le cadre du Plan régional d'intégration des populations immigrées (PRIPI), le SGAR a demandé au CR•DSU de participer au comité de pilotage mobilisé sur les actions de lutte contre les discriminations qui doivent intégrer le PRIPI. Le CR•DSU a pu faire état des travaux déjà engagés sur cette problématique (Atelier régional) et apporter sa connaissance des actions et expériences menées sur la région.

Les actions proposées par le comité pilotage ont obtenu validation par le Préfet de région. Pour le CR•DSU, il s'agit de poursuivre le travail d'information, de capitalisation et de qualification afin de répondre aux objectifs de communication et d'information décrits dans le PRIPI sur le thème de la lutte contre les discriminations. Il est envisagé également un travail commun avec la Mission régionale d'information contre l'exclusion (MRIE) dont le contenu exact reste à définir. Ce partenariat est inscrit au PRIPI.

Club de l'Observation sociale

Le Club de l'observation sociale en Rhône-Alpes est un lieu d'échange et de mutualisation sur les questions liées aux pratiques d'observation, en lien avec les politiques sociales. Il contribue à la coordination des travaux d'observation sociale, et vise également à promouvoir l'observation sociale en tant qu'outil de décision partagé entre toutes les institutions en charge des politiques publiques en matière sociale. Ce Club rassemble les principaux producteurs de données sociales, des administrations régionales et départementales, des collectivités territoriales, des observatoires, des organismes de protection sociale.

Le CR•DSU, en tant que membre fondateur de ce Club, suit de façon régulière ses travaux et participe aux instances de suivi de ses activités. Nous donnons l'information dans nos supports sur les initiatives prises par le Club.

Réseau des centres de ressources politique de la ville

Les directeurs des 14 centres de ressources politique de la ville se réunissent régulièrement pour échanger sur les questions d'actualité de la politique de la ville et partager sur les démarches de qualification mises en œuvre par chacun d'entre eux.

L'année 2006 est importante pour les centres de ressources : le Comité Interministériel des Villes du 9 mars a confirmé l'intérêt des centres de ressources comme outil d'animation sur la politique de la ville. Il a acté le nécessaire soutien aux centres et le développement de 5 nouvelles structures. Par ailleurs les rencontres du réseau permettent de faire le point sur l'actualité nationale, sur les évolutions institutionnelles, et d'échanger les pratiques entre différents centres de ressources.

IV. LES UTILISATEURS DU CR•DSU

1/ UTILISATEURS: UN MILLIER DE PERSONNES EN CONTACT AVEC LE CR•DSU

Près d'un millier de personnes ont été en contact avec le CR•DSU en 2006 (972 exactement), soit :

- 210 par le biais du service « Info/Doc » (265 sollicitations en 2005)
- 762 à l'occasion des ateliers, cycles ou journées de qualification, des conférences. (676 en 2005)

La fréquentation s'inscrit dans la continuité de 2005. La tendance est depuis quelques années est à la baisse des demandes individuelles adressées au Info/Doc en particulier. Par contre, les participations aux journées d'échanges vont croissant. Cela illustre pour partie la volonté, compte-tenu de la taille de la région et du nombre d'acteurs en jeu, de privilégier dans nos démarches de travail les approches collectives.

ORIGINE PROFESSIONNELLE : ESSENTIELLEMENT DES PROFESSIONNELS DES COLLECTIVES

On peut noter une grande stabilité de ce point de vue. **Les professionnels des collectivités constituent le premier cercle : 40 % de notre public.** Les tendances évoluent très légèrement entre 2005 et 2006. La fréquentation des équipes Mous est et des autres agents des collectivités reste stable.

L'origine et l'activité professionnelle des principaux utilisateurs se répartissent comme suit :

- agents des collectivités locales autres que professionnels du DSU à 20,06 %,
- équipes de Mous à 20% environ (19% en 2005),
- les organismes d'appui à 9,98 % environ,
- les agents de l'État (10,29 %) sont plus présents qu'en 2005,
- les opérateurs (5,76 %), en nette baisse par rapport à 2005 : 11,26 %
- les bureaux d'études (6,07 %),
- les étudiants et les chercheurs d'emploi, qui utilisent surtout le service Info/Doc et ont participé aux conférences représentent toujours 6,48 % de l'ensemble.
- les élus ne représentent que 1,44% des usagers

ZONE D'INTERVENTION GEOGRAPHIQUE EN 2006

En 2006, les usagers viennent à 95,4% de Rhône-Alpes (en 2005 : 93,6%). Si le Rhône, l'Isère et la Loire sont logiquement les plus concernés par la politique de la ville, les autres départements rhônalpins sont de plus en plus touchés et la zone d'influence du CR•DSU est par conséquent bien régionale.

La répartition reste ainsi très cohérente avec la répartition géographique des équipes Mous en Rhône-Alpes : 54 % pour le Rhône, 15 % en Isère, 8 % dans la Loire, 6 % dans la Drôme, 5 % en Savoie, Haute-Savoie et Ain et enfin 1 % dans l'Ardèche.

- la concentration rhodanienne représente toujours presque la moitié de notre public : 40,12%
- arrive ensuite l'Isère avec 17,80 % (en 2005 : 16,05%)
- la Loire à 13,89 % (en 2005: 14,88%)
- les autres départements de la région représentent 13,37 % des utilisateurs (Drôme, Ain, Ardèche, Savoie, Haute-Savoie). On note une hausse importante par rapport à 2005 (8,9 %)
- Rhône-Alpes « général » à 10,19%
- Autres (hors RA) : 4,63%

Tout comme les années précédentes, **le service Info/Doc est sollicité au-delà des frontières régionales** : les « extérieurs » s'élèvent à 13,8% environ.

2/ LES UTILISATEURS DU SERVICE INFO / DOC : 210 DEMANDES

Globalement, **les demandes d'informations proviennent pour plus de la moitié du milieu professionnel opérateur de « politique de la ville »**. Un cinquième des demandes émane des professionnels du conseil et de l'appui ; enfin, les étudiants et demandeurs d'emploi constituent le dernier cinquième.

Hausse du côté des professionnels opérateurs, qui restent les plus nombreux à recourir à ce service : soit **58,6 %** des usagers du service Info / Doc, avec environ 123 demandes annuelles :

- agents des collectivités locales 12,9%, soit une baisse par rapport à 2005 (4 points)
- équipes de Mous 27,1%, soit une forte hausse par rapport à 2005, notamment la part des consultations des agents de développement est passée de 4,2% en 2005 à 11,9% en 2006
- agents de l'État 1,9%, (une baisse de 3 points par rapport à 2005)
- travailleurs sociaux 3,8 %, stable
- autres opérateurs – HLM, réseau insertion, appui associatif – 12,8 %.

Une stabilité des sollicitations venant des professionnels intervenant en appui ou conseil qui représentent toujours 23,3 % des utilisateurs du service Info / Doc :

- organismes d'appui 10 %,
- universitaires et organismes de formation 4,8 %,
- bureaux d'études 8,6 %, soit une hausse de 3 points par rapport à 2005.

Les ressources documentaires du CR•DSU sont précieuses (ouvrages de recherche, méthodologie, capitalisation d'expériences) à leurs travaux, de même que la connaissance du réseau d'acteurs.

Les demandes des étudiants ont re-augmenté de 2 points par rapport à l'année 2005 (13,3% en 2006 contre 11,3% l'année précédente). Certains d'entre eux sont en stage auprès des équipes de Mous ou des collectivités territoriales, ils sont dans ce cas les relais des professionnels.

Une nette baisse de la part prise par les chercheurs d'emploi, avec 4,8% cette année au lieu de 9,4 % en 2005. Ce constat peut s'expliquer par le recours systématique de ce public à la rubrique « Offres d'emplois » du site Internet du CR•DSU. Lorsqu'ils s'adressent au service Info / Doc, c'est soit pour avoir des informations précises sur un territoire ou un organisme, soit pour un conseil personnalisé sur leur positionnement professionnel, ou encore pour une connaissance plus approfondie du réseau d'acteurs ou des organismes de formation.

Le CR•DSU a accueilli et conseillé quelques personnes en repositionnement professionnel et dont les métiers d'origine peuvent être très loin du développement social et urbain. On constate cette année encore une attractivité des métiers du développement couplée d'une relative méconnaissance de ces métiers et de leurs modes de recrutement (diplômes exigés, compétences et connaissances requises), notamment de la part des organismes d'orientation.

3/ LES PARTICIPANTS AUX RENCONTRES : 762 PERSONNES

ORIGINE PROFESSIONNELLE

Près de la moitié des participants vient du milieu professionnel des collectivités locales (46,7%). On voit progresser la participation des agents des collectivités locales et des agents de l'État.

À noter également la diversité de la composition des participants :

- agents des collectivités locales autres que professionnels du DSU à 22 % (2005 : 22,4%),
- équipes de Mous à 24,7%, en hausse par rapport à 2005 (20,4%),
- les opérateurs à 5,1 % (participation en nette baisse : 13,17% en 2005),
- les organismes d'appui à 10 % (11,39 % en 2005) et agents de l'État à 12,6 % (en hausse de 3 points par rapport à 2005),
- les bureaux d'études, universitaires, chercheurs d'emploi, organismes de formation constituent ensemble environ 7% des participants,
- autres dont les associations d'habitants à 5,8 %,
- les élus participent assez faiblement : 1,8 % (baisse par rapport à 2005 : 3,70% et à 2004 : 2,46%),
- les travailleurs sociaux à 7,7% (en nette hausse par rapport à 2005 : 1,78 % et 2004 : 0,76) ; les étudiants à 3,3 % (1,92 % en 2005).

ORIGINE GEOGRAPHIQUE

Des ratios comparables à 2005.

Les rhodaniens sont à 38,2 %, les ligériens sont à 16% (19,23% en 2005), et les isérois à 19%.

RENCONTRES ET ATELIERS, CONFÉRENCE
762 participants pour l'année 2006

Activité du participant	TOTAL	%
Équipes MOUS	188	24,7
Agents des Collectivités territoriales	168	22,0
Agents de l'État	96	12,6
Organismes d'appui	76	10,0
Travailleurs sociaux	59	7,7
Autres, dont associations d'habitants	44	5,8
Bureaux d'études	41	5,4
Opérateurs	39	5,1
Étudiants	25	3,3
Élus	14	1,8
Universitaires, Organismes de formation	12	1,6
Chercheurs d'emplois	0	0

Origine professionnelle / employeurs	TOTAL	%
Collectivités territoriales	367	48,2
Associations	147	19,3
État	107	14,0
Établissements publics, GIP, organismes sociaux	48	6,3
Société	38	5,0
Autres, dont étudiants et chercheurs d'emplois	26	3,4
Conseil Général	16	2,1
HLM	13	1,7

Origine géographique	TOTAL	%
Ain	23	3,0%
Ardèche	14	1,8%
Drôme	28	3,7%
Isère	145	19,0%
Loire	122	16,0%
Rhône	291	38,2%
Savoie	31	4,1%
Haute-Savoie	18	2,4%
Rhône-Alpes	74	9,7%
National RA	4	0,5%
National	3	0,4%
Autres	9	1,2%

DEMANDES INFO/DOC
210 demandes pour l'année 2006

Activité du demandeur	TOTAL	%
Équipes MOUS	57	27,1
Étudiants	28	13,3%
Agents des Collectivités Territoriales	27	12,9%
Organismes d'appui	21	10,0%
Bureaux d'études	18	8,6%
Opérateurs	17	8,1%
Universitaires, organismes de formation	10	4,8
Chercheurs d'emplois	10	4,8%
Autres	10	4,8
Travailleurs sociaux	8	3,8
Agents de l'État	4	1,9%
Élus	0	0

Origine professionnelle/employeurs	TOTAL	%
Collectivités territoriales	81	38,6%
Associations	42	20,0%
Autres dont étudiants, chercheurs d'emploi	27	12,9%
Société	20	9,5%
Établissements publics, GIP, organismes sociaux	17	8,1%
État	9	4,3%
HLM	8	3,8%
Conseil Général	6	2,9%

Origine géographique	TOTAL	%
Ain	2	1,0
Ardèche	1	0,5
Drôme	4	1,9
Isère	28	13,3
Loire	13	6,2
Rhône	99	47,1
Savoie	3	1,4
Haute-Savoie	6	2,9
Rhône-Alpes	25	11,9
National RA	2	1,0
National	3	1,4
Autres	24	11,4

RENCONTRES ET ATELIERS

Activités des participants	Année 2003 : 558 participations		Année 2004 : 528 participations		Année 2005 : 676 participations		Année 2006 : 762 participations	
	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%
Équipes MOUS	132	30	185	35	122	18,05	183	24
Agents des collectivités territoriales	98	22,27	104	19,7	149	22,04	168	22
Agents de l'État	17	3,86	45	8,52	66	9,76	96	12,6
Organisme d'appui	29	6,59	43	8,14	77	11,39	76	10
Travailleurs sociaux, animateurs	15	3,41	4	0,76	12	1,78	59	7,7
Bureaux d'études / Universitaires	18	4,1	38	7,2	34	5,03	48	6,3
Opérateurs (dont HLM)	36	8,18	43	8,14	89	13,17	39	5,1
Autres	15	3,41	14	2,65	62	9,17	36	4,7
Étudiants	9	2,05	20	3,79	13	1,92	25	3,3
Élus	30	6,82	13	2,46	25	3,70	14	1,8
Associations d'habitants			3	0,56	1	0,15	8	1
Réseau insertion + Réseau initiative économique	17	3,86	8	1,52	16	2,37	5	0,7
Organismes de formation – Formateurs			4	0,76	10	1,48	5	0,7

DEMANDES INFO/DOC

Activités des participants	Année 2003 : 436 demandes		Année 2004 : 359 demandes		Année 2005 : 265 demandes		Année 2006 : 210 demandes	
	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%
Équipes MOUS	88	19,17	69	19,2	41	15,5	57	27,1
Étudiants	44	9,59	56	15,6	30	11,3	28	13,3
Agents des collectivités territoriales	46	10,02	42	11,7	45	17,0	27	12,9
Organismes d'appui	56	12,2	48	13,4	40	15,1	21	10,0
Bureaux d'études	49	10,68	33	9,2	14	5,3	18	8,6
Opérateurs (HLM, logement, insertion ...)	17	3,7	21	5,9	17	6,4	17	8,1
Chercheurs d'emplois	61	13,29	35	9,8	25	9,4	10	4,8
Organismes de formation, universitaires, (associations d'habitants, élus pour 2001)	23	5,01	14	3,9	18	6,8	10	4,8
Autres, associations d'habitants, élus	17	3,7	18	5	13	4,9	10	4,7
Travailleurs sociaux	28	6,1	8	2,2	8	3,0	8	3,8
Agents de l'État	30	6,54	15	4,2	14	5,3	4	1,9

L'équipe du Centre de ressources est composée de 6 personnes à temps plein.

Direction : Isabelle CHENEVEZ

Chargés de mission : Clément CHEVALIER, Aude TALLARON

Chargée d'étude : Marion VEYRET

Documentation, veille, information : Muriel CARAYON

Secrétariat, abonnements, suivi comptable : Fabienne CHAPUIS

ANNEXES

GESTION DE L'INFORMATION ET DE LA DOCUMENTATION

Le CR•DSU dispose de ressources en information et documentation importantes :

- un fonds documentaire informatisé de plus de 6000 références d'ouvrages, d'articles et de revues, de littérature grise, de documents contractuels, de textes officiels, ainsi que de documents audiovisuels et multimédias sur les domaines constitutifs du développement social urbain,
- deux bases de données d'expériences gérées, en lien avec le réseau international DPH, une base d'expériences régionale de 197 fiches et une base internationale qui comprend plus de 9000 fiches,
- 300 dossiers thématiques et 250 dossiers d'organismes dont 75 organismes de formation alimentés en continu,
- une collection de revues, de publications institutionnelles et de lettres d'information (sur support papier ou électroniques),
- un fichier informatisé de professionnels, de personnes ressources et de partenaires en région Rhône-Alpes, en France et à l'étranger, organisé par type d'organisme ou de fonction et domaine d'activité. Ce fichier, géré avec une base de données, fait l'objet d'une mise à jour en continu. Il compte 5500 contacts.

UNE ALIMENTATION DU FONDS DOCUMENTAIRE IMPORTANTE ET REGULIERE

Le fonds documentaire qui constitue une des principales ressources en information et documentation du CR•DSU rassemble 6000 documents. Chaque mois, 30 à 40 nouveaux documents viennent enrichir ce fonds.

La politique d'acquisition reste constante : les thèmes de travail en cours sont privilégiés, ainsi que ceux qui font l'objet de demandes régulières. Nous cherchons à proposer soit des documents de référence, soit des documents offrant des éclairages différents ou correspondant à des niveaux de lecture et à des besoins d'information distincts (synthèse sur un thème, état de la question, rapport de recherche ou mémoire d'étudiants sur des questions précises, textes officiels, documents méthodologiques...) Cette qualité passe notamment par l'établissement d'un résumé analytique.

LES DOCUMENTS DISPONIBLES SUR LES THEMATIQUES TRAVAILLEES EN 2006

Une des caractéristique du fonds documentaire du CR•DSU est qu'il touche, comme le développement social urbain, de nombreux champs d'activité. En dehors de la politique de la ville et de ce que nous appelons Mémoire DSU Rhône-Alpes (documents contractuels, évaluations, études sur sites) une quinzaine de thématiques sont représentées dans le fonds. Sur ces thématiques, le fonds est alimenté en fonction des besoins internes ou exprimés par les usagers, mais aussi en fonction de ce qui existe dans d'autres centres de ressources spécialisés de la région Rhône-Alpes.

Le classement des documents (hors revues) par thématique principale donne une idée de la répartition des différents domaines couverts par le fonds :

- Mémoire DSU Rhône-Alpes (832 documents)
- Politique de la ville (361 documents)
- Habitat, logement (326 documents)
- Développement économique, emploi, insertion (287 documents)
- Prévention de la délinquance (275 documents)
- Immigration, lutte contre les discriminations raciales (291 documents)
- Participation des habitants (218 documents)
- Urbanisme (212 documents)
- Éducation (176 documents)
- Type de populations : jeunes, femmes... (165 documents)
- Santé (128 documents)
- Exclusion (85 documents)

Viennent ensuite les thématiques de l'animation, la culture, les services publics, l'aménagement du territoire, l'Europe.

Ces chiffres ne rendent cependant pas compte de la totalité des références sur un thème : un document peut porter sur plusieurs thèmes. Par exemple, dans la base de données, plus de 770 documents répondent à une recherche sur « citoyenneté, participation des habitants ».

Le fonds du CR•DSU est repéré évidemment sur la politique de la ville, mais aussi sur d'autres thématiques pour lesquelles il offre un des seuls fonds documentaires ouvert au public en région. C'est le cas notamment pour la participation des habitants, la prévention de la délinquance, la lutte contre les discriminations. Par contre sur des domaines comme la santé ou la culture, d'autres organismes spécialisés font référence.

L'alimentation du fonds en 2006 se répartit dans les différents thèmes, avec une prépondérance pour l'habitat et le logement, l'urbanisme notamment lié au renouvellement urbain, aux « types de population » ; l'éducation, la santé et la lutte contre les discriminations et l'immigration. On constate que ce sont des thèmes travaillés au CR•DSU cette année, mais aussi fortement liés à l'actualité en général et de la politique de la ville en particulier.